

Cahen, Michel, *Mozambique : La Révolution implosée. Étude sur 12 ans d'indépendance (1975-1987)*, Paris, Ed. L'Harmattan, Coll. « Points de vue concrets », 1987, 176 p.

Michel Houndjahoué

Volume 19, numéro 4, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702437ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702437ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Houndjahoué, M. (1988). Compte rendu de [Cahen, Michel, *Mozambique : La Révolution implosée. Étude sur 12 ans d'indépendance (1975-1987)*, Paris, Ed. L'Harmattan, Coll. « Points de vue concrets », 1987, 176 p.] *Études internationales*, 19(4), 753–755. <https://doi.org/10.7202/702437ar>

En somme, il s'agit de la reprise de textes de résolutions et ensuite l'évocation des cas en matière du processus décisionnel et procédural. Certes, ce genre de recherche certifie les connaissances de l'auteur, mais derrière les noms et des références surabondantes il est difficile de saisir les problèmes de fond.

"As chairman in 1980, Jordan's Waleed Sadi ruled that NGO speakers could identify by name states charges with human rights violations. After Kwadwo Nyamekye joined the Human Rights Division as van Boven's assistant, Jonas Foli continued Ghana's constructive work on the Commission." (p. 99)

En ce qui concerne l'approche thématique des violations des droits de l'homme, l'expulsion en masse, les exécutions sommaires et arbitraires comme la torture, mettent en relief l'impuissance relative de la Commission. Le cas de l'Afghanistan, de l'Iran, ou de la Pologne illustrent les limites de l'intervention de la Commission. Ces limites contribuent à mieux comprendre le fonctionnement des organisations internationales et du système international lui-même. "The first forty years of Commission practice confirms neither the faith of the true believer nor the cynical realism of skeptics who debate the future prospects for an effective international system". (p. 220)

L'ouvrage de A. Tolley est en quelque sorte l'évocation chronologique des idées et des faits reliés à l'activité de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Quant à l'interprétation des concepts et des faits par l'Assemblée générale de l'ONU, il convient de constater un désaccord persistant. En matière d'autodétermination et de droits des minorités, les conceptions occidentales sont reliées à la notion du *self-government* sur base du consentement libre des populations concernées. Cette conception implique avant tout le choix du gouvernement et du régime politique. Par contre, les conceptions en provenance des pays du Tiers-monde ou des pays socialistes sont reliées à l'indépendance et à la formation des États « nationaux » distincts. Or les nombreux « États nationaux » du Tiers-monde, d'après le principe de l'autodétermination du groupe ethnique dominant,

ont violé les droits fondamentaux des groupes minoritaires.

Les résolutions successives de l'ONU, ont rejeté, de façon consécutive, les droits de minorités à la « sécession » ou à « l'autodétermination » dans les États nouveaux. C'est ainsi que le gouvernement du Nigeria a exterminé une grande partie de la minorité des Ibos et les Erythréens sont considérés par le gouvernement marxiste d'Éthiopie comme des « sécessionnistes ». Dans ces pays menacés par la famine, la liberté de la presse est beaucoup moins importante que le droit de vivre. La « lutte » du gouvernement pro-soviétique d'Addis-Abeba devient ainsi un droit en vue de maintenir « l'intégrité territoriale » du pays tandis que la résistance(?) ou rébellion(?) des Erythréens, une action illégale!

Certes, l'activité de la Commission a contribué à l'humanisation relative de la violation des droits de l'homme. L'ouvrage abondamment documenté de l'auteur sera utile pour les personnes intéressées aux activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

Paul PILISI

Département des Sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi

AFRIQUE

CAHEN, Michel, *Mozambique: La Révolution implosée. Études sur 12 ans d'indépendance (1975-1987)*, Paris, Ed. L'Harmattan, Coll. « Points de vue concrets », 1987, 176p.

En 170 pages, l'auteur a analysé certains thèmes importants de douze années de révolution mozambicaine (1975-1987). Les différents thèmes sont regroupés en trois centres d'intérêt: l'implosion de la révolution mozambicaine, la lecture économique de l'Accord d'Incomati et le marxisme mozambicain.

Dans « l'implosion », Michel Cahen a analysé cinq principaux thèmes dont notam-

ment la RENAMO et l'évolution de l'agriculture au Mozambique. Plus de la moitié du livre a été consacrée à ces différents thèmes.

Jusqu'à ce que je lise le livre de Michel Cahen, j'ai toujours pensé que la RENAMO occupait une grande partie du Mozambique. C'est du moins ce que diverses sources d'information supposées dignes de foi ont souvent laissé entendre. Mais l'auteur a affirmé le contraire :

Les troupes et les groupes divers de la Renamo totaliseraient de 20 à 25,000 hommes aujourd'hui. S'ils sont actifs dans tout le pays, il est cependant inexact de parler, en tout cas jusqu'à tout récemment, de régions contrôlées par eux (p. 17).

Ce qui semble donc faire leur force selon l'auteur, c'est la multiplication des incidents militaires créés par ces derniers sur l'ensemble du territoire du Mozambique, soit plus de quatre cents au seul mois de juillet 1986. La RENAMO ou les « bandits armés » selon la terminologie officielle mozambicaine semble avoir des moyens énormes de pouvoir organiser des opérations de sabotage à la grandeur du pays. Ces moyens (économiques et militaires) proviennent notamment de pays voisins comme le Malawi et l'Afrique du Sud, ou aussi de pays éloignés comme l'Arabie Saoudite.

Sur l'environnement socio-économique, l'auteur ne nous apprend vraiment rien de nouveau. Il a fait remarquer les caractéristiques d'une situation alimentaire catastrophique et une situation économique et sociale également très préoccupante malgré un programme de réhabilitation économique imprégnée fortement de libéralisme dès 1980. Dès cette époque, le Mozambique a multiplié les accords bilatéraux avec l'Occident, adhéra à la Banque Africaine de Développement et devint observateur au sein de la Convention de Lomé entre autres...

Malgré cette ouverture politique, les négociations avec le FMI ne furent pas simples et surtout leurs répercussions sur la vie économique et sociale du Mozambique furent très graves : application de mesures rigides afin de

réduire le déficit du budget de l'État et celui des entreprises publiques et privées, licenciements de fonctionnaires, libération des prix et fortes hausses des prix des services publics...

En ce qui concerne les villages communaux qui ont occupé une place prépondérante dans l'organisation de l'agriculture, l'auteur soutient que le regroupement des paysans s'est fait soit par la persuasion, soit par la contrainte. Les paysans avaient peu de choix. Ainsi, dans de nombreux cas, « la création des villages a opposé des populations entre elles, mais aussi des notables entre eux. » (p. 55).

L'auteur a tiré trois principales conclusions de ce développement communautaire ainsi résumées :

Le Frélimo semble n'avoir tiré aucune leçon de l'expérience tanzanienne des villages-ujanaa, qu'il était pourtant très bien placé pour connaître ; la villagisation n'a nullement fait progresser la production collective... et les assez nombreux champs collectifs créés à l'initiative du parti ou des organisations de masses n'avaient aucune signification économique et disparaissaient d'une année à l'autre. Si les villages communaux ont pu grouper jusqu'à 20 % de la population paysanne, ce qui est considérable, ils ont affaibli le potentiel économique de la paysannerie, l'ont déstabilisé et divisé politiquement. (p. 59)

Les fermes de l'État n'ont pas aussi atteint leurs objectifs parce qu'elles résultent entre autres de nationalisation de terres de paysans, ce qui a contribué à alimenter les rancœurs : « Qu'est-ce que cet État qui nous arrache nos champs et les remet à des entreprises étatiques qui ne les cultivent pas. » p. 60

En ce qui a trait à la mort de Samora Machel, l'auteur estime « qu'elle n'a pas significativement modifié les données politiques du pays », parce que sa disparition n'a pas provoqué de crise politique au sein du Frélimo et le choix de Chissano s'est d'abord imposé parce qu'il était très populaire (p. 85) et que surtout « sur le plan international, l'ascension

du nouveau président n'a certainement pas été mal vue » ni par les Soviétiques, ni par les Occidentaux.

Quant à l'Accord d'Incomati (pp. 99-136), l'auteur a retenu essentiellement trois principaux facteurs qui ont influencé sa signature :

Premièrement, la pression militaire de la RSA par Renamo interposée ; deuxièmement la famine, les calamités naturelles (cyclone, sécheresse, inondations) ; troisièmement les erreurs du Frélimo l'ayant conduit dans une situation défavorable (échec de la politique agricole, catastrophe qu'a constitué l'Opération Production en faisant perdre au Frélimo l'espace politique dont il jouissait encore auprès des Mozambicains après le IV^{ème} congrès, conception de la guerre classique contre la Renamo et atrocités commises par les forces gouvernementales). (p. 100)

Incomati apparaît donc comme le fruit d'une conjoncture défavorable dans la politique mozambicaine selon l'auteur qui fait remarquer d'ailleurs qu'il a été signé le 16 mars 1984 « sans aucune consultation du Comité Central du Frélimo. » Incomati découle donc d'une impasse et non d'une trahison. (p. 134) C'est le résultat « d'une politique économique de conciliation et de collaboration avec le monde capitaliste, rendue d'autant plus nécessaire que le maintien, inchangé pour une fois de la superstructure politique du pays fondé sur la fusion État/parti unique, a engendré un profond pourrissement. » (pp. 134-135)

Dans la dernière partie du livre, l'auteur nous replonge dans le vieux débat classique de ce qu'est le marxisme africain. Ainsi, après avoir évoqué les caractéristiques du marxisme mozambicain, l'auteur écrit : « Tout régime se réclamant du marxisme (que ce soit fictif ou réel...) suppose une intervention, certes ordonnée et encadrée, mais massive et durable des ouvriers et paysans, et le parti marxiste au pouvoir (surtout si ce pouvoir n'est pas définitivement établi) se doit de l'impulser... »

À partir de différentes considérations théoriques et empiriques, l'auteur vient à con-

clure que le marxisme frélimiste n'est pas uniquement formel, « mais la nature de la structure politique créée, engendre les conditions de son isolement et de l'existence d'un État largement suspendu dans les airs. » (p. 146)

En conclusion, il nous semble que l'auteur tombe dans les mêmes travers qu'il reproche aux autres, notamment en ce qui a trait à la connaissance du marxisme en général et du marxisme au Mozambique en particulier.

Michel HOUNDIAHOUE

*École Nationale d'Administration
Cotonou, Bénin*

EGERO, Bertil, *Mozambique: A Dream Undone. The Political Economy of Democracy, 1975-1984*. Uppsala (Suède), Scandinavian Institute of African Studies (Nordiska Afrikainstitutet), 1987, 230p.

Le Mozambique est une ancienne colonie portugaise parvenue à l'indépendance en 1975 et dès lors engagée dans une orientation socialiste. Ce que l'on en sait généralement tient en peu de mots : c'est un pays qui se trouve dans l'orbite soviétique comme l'Angola, autre ancienne colonie portugaise, comme l'Éthiopie ; c'est comme celle-ci un pays pauvre frappé par la famine ; c'est enfin un pays constamment menacé sur ses frontières et où le pouvoir officiel est aux prises avec des mouvements de résistance, tous se réclamant de la volonté populaire.

L'auteur se présente d'emblée comme un observateur de longue date — son premier contact remonte à 1967 avec le Front de Libération du Mozambique, le Frelimo, à Dar es Salam — et un observateur engagé, puisque pendant trois ans (1978-1980) il a exercé des fonctions de coopérant à la Commission de planification, retournant dans le pays à plusieurs reprises depuis.

L'évolution du Mozambique est marquée par une contradiction frappante entre le régime de pouvoir populaire instauré en 1975 et l'extrême misère du peuple dix ans après. Comment en est-on arrivé là alors que le nouveau pouvoir avait sincèrement pour objectif de